

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/SGP/9

G/SCM/Q1/SGP/9

4 août 1997

(97-3302)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions complémentaires du CANADA à SINGAPOUR¹

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juillet 1997.

1. La dernière partie de la question n° 1 antérieurement posée par le Canada (document G/ADP/Q1/SGP/2-G/SCM/Q1/SGP/2, du 10 avril 1997) concernait les "paragraphes 12 4) et 26 4) - le délai prescrit pour procéder à un réexamen". Or, il apparaît que la réponse donnée par Singapour (document G/ADP/Q1/SGP/8-G/SCM/Q1/SGP/8 du 27 mai 1997) ne traite pas cette partie de la question. Toutefois, le Canada prend acte de la notification des réglementations applicables à Singapour reproduites dans le document G/ADP/N/1/SGP/2/Suppl.1-G/SCM/N/1/SGP/2/Suppl.1 du 13 mai 1997, et reconnaît que le Règlement n° 36 semble répondre à la question concernant "le délai prescrit pour procéder à un réexamen". En conséquence, Singapour pourrait-elle confirmer qu'un réexamen effectué par le Ministre aura normalement lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date de publication de l'avis d'ouverture du réexamen et qu'en aucun cas ce délai ne dépassera une année.

2. Le paragraphe 7 1) de la Loi de Singapour de 1996 sur les droits compensateurs et les droits antidumping prévoit la possibilité d'une détermination préliminaire négative. En vertu du paragraphe 7 2), lorsqu'une détermination préliminaire négative est établie, la loi précise que le Ministre **peut** mettre fin à l'enquête. Le Ministre peut-il néanmoins décider de poursuivre l'enquête si une détermination préliminaire négative est établie? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances, après avoir établi une détermination préliminaire négative, le Ministre déciderait-il de poursuivre l'enquête?

3. En ce qui concerne la réponse de Singapour à la question n° 1 du Canada (voir le document G/ADP/Q1/SGP/6-G/SCM/Q1/SGP/6, du 25 avril 1997), à savoir si le terme "organisme public" recouvre un organisme privé, au sens de l'article premier de l'Accord de l'OMC sur les subventions, le Canada ne voit toujours pas clairement comment le texte figurant à l'alinéa 2 2) a) i) à v) de la "Loi de 1996 sur les droits compensateurs et les droits antidumping" (n° 33 de 1996), telle qu'elle est reproduite dans le document de l'OMC G/ADP/N/1/SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2 du 27 novembre 1996, tient compte de l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord de l'OMC sur les subventions. De quel paragraphe

¹G/ADP/N/1/SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2.

de l'alinéa 2 2) a) les pratiques prévues par l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord de l'OMC sur les subventions relèveraient-elles? Si un organisme privé devait recevoir des fonds de l'Etat, ou si le gouvernement devait charger cet organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) de l'Accord de l'OMC sur les subventions ou le lui ordonner, le Canada aurait-il raison de supposer que le texte figurant à l'alinéa 2 2) a) i) à v) de la "Loi de 1996 sur les droits compensateurs et les droits antidumping" (n° 33 de 1996) englobe également ces pratiques?